



## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES



### MARCHÉ N°2025RTPN2020

#### Installation d'un système de vidéoprotection



## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**Pouvoir Adjudicateur :**

Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine et Loire  
8 bd du roi René - BP 60626 - 49006 Angers

**Mode de passation et forme  
du marché :**

Procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande publique

**Date limite de réception des candidatures  
et des offres :**

**12 mai 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b><u>1.</u></b>	<b><u>CARACTERISTIQUES PRINCIPALES</u></b>	<b><u>3</u></b>
<b><u>2.</u></b>	<b><u>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>3.</u></b>	<b><u>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>4.</u></b>	<b><u>GARANTIE</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>5.</u></b>	<b><u>SUSPENSION</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>6.</u></b>	<b><u>SOUS-TRAITANCE</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>7.</u></b>	<b><u>PHASE DE TRANSITION DU MARCHE EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>8.</u></b>	<b><u>PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>12</u></b>
<b><u>9.</u></b>	<b><u>ASSURANCE</u></b>	<b><u>12</u></b>
<b><u>10.</u></b>	<b><u>PENALITES</u></b>	<b><u>13</u></b>
<b><u>11.</u></b>	<b><u>RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</u></b>	<b><u>14</u></b>
<b><u>12.</u></b>	<b><u>CLAUDE DE REEXAMEN – FORCE MAJEURE</u></b>	<b><u>15</u></b>
<b><u>13.</u></b>	<b><u>REGLEMENT DES DIFFERENDS -LANGUES</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b><u>14.</u></b>	<b><u>DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE</u></b>	<b><u>16</u></b>

## 1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

### I.1 Objet du marché

La CCI de Maine-et-Loire souhaite mettre en place un système de vidéoprotection sur les 3 sites des établissements de formation pour faire suite à différents incidents constatés (dégradations, vols, incivilité, trafic de drogue...). La vidéoprotection aura donc pour objectif la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens, et la protection des bâtiments.

### I.2 Allotissement

Le présent marché est alloti en 3 lots géographiques, répartis comme suit :

Numéro de lot	Intitulé du lot
<b>Lot 1</b>	Angers
<b>Lot 2</b>	Cholet
<b>Lot 3</b>	Saumur

### I.3 Durée du marché

La durée du marché est de 48 mois à compter de sa notification.

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification. Ensuite, le marché sera reconduit 3 fois pour une durée de 12 mois par période de reconduction. La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans, période(s) de reconduction éventuelle comprise(s).

Les reconductions sont tacites et le titulaire ne peut s'y opposer, conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de décision de non-reconduction, la CCI du Maine et Loire en informera le titulaire par voie expresse (lettre recommandée avec accusé de réception) 3 mois avant l'échéance annuelle du marché.

En cas de changement de titulaire lors de la relance du présent marché, le titulaire en place s'engage à poursuivre la prestation pendant la phase transitoire de mise en place par le nouveau fournisseur dans les conditions prévues à l'article XX du CCAP ci-dessous.

### I.4 Variantes

**Les variantes libres sont autorisées.**

Les variantes porteront sur les matériels (cf. CCTP).

### I.5 Tranches optionnelles

Sans objet

### I.6 Procédure de passation – technique d'achat

Ce marché est passé en procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## **2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **2.1 Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières :
  - Bordereau des prix unitaires (BPU)
  - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI de MAINE ET LOIRE fait seule foi et son annexe.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son dossier d'annexes (Annexes techniques)

Ces pièces constituent les strictes termes et limites contractuelles de l'engagement du titulaire.

En cas de litige les pièces contractuelles s'appliqueront dans l'ordre hiérarchique prévu ci-dessus.

Tout document à valeur non réglementaire, qui ne serait pas répertorié à la liste des pièces contractuelles ci-dessus, sera considéré comme nul et non avenu. Il ne pourra dès lors être opposé à la CCI du Maine et Loire.

De même, toute modification à apporter à l'une quelconque des pièces contractuelles ci-dessus, de quelque nature que cela soit, devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

### **2.2 Pièces générales**

Les pièces générales sont les suivantes :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services)
- La loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité
- La loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure
- L'arrêté du 3 Août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection

Concernant les pièces générales, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation, le titulaire étant censé les connaître.

### **3. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

#### **3.1. Lieux et modalités d'exécution**

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions décrites dans le CCTP du présent marché, commun à chaque lot.

Les lieux d'exécution sont les suivants :

Numéro et intitulé du lot	Adresse
<b>Lot 1 - Angers</b>	Campus Pierre Cointreau – 132 avenue de Lattre de Tassigny 49000 ANGERS
<b>Lot 2 - Cholet</b>	Centre de formation EURESPACE – Rue Eugène Brémond 49300 CHOLET
<b>Lot 3 - Saumur</b>	ESPACE FORMATION DU SAUMUROIS – Square Balzac – 49400 SAUMUR

#### **3.2. Confidentialité**

Le titulaire du marché est tenu au respect du secret professionnel. Il s'interdit de divulguer de quelque manière que ce soit les informations et documents confidentiels remis dans le cadre du présent marché.

Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses préposés et à assurer les conséquences de leur violation.

#### **3.3. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

La monnaie de comptes du marché est l'euro (€). Le prix libellé en euro (€) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors taxes et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

#### **3.4 Engagement du titulaire**

Concernant les prestations relatives à la maintenance, les comptes rendus d'intervention seront adressés dans les conditions fixées dans le CCTP et en application des modalités exposées par le titulaire lors de la remise de son offre.

Le titulaire s'engage être en possession de tous les agréments nécessaires à l'exercice de son activité en rapport avec les prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des techniciens sensibilisés et formés à une intervention sur site occupé.

### **3.5 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail – Sécurité des personnes**

#### **3.5.1. Lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire sera tenu de remettre tous les six (6) mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois.

Ces obligations s'imposent, en cas de groupement, à tous les cotraitants.

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec un prestataire, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de ce prestataire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt à ce prestataire de faire cesser dans délai cette situation.

Le prestataire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du prestataire.

#### **3.5.2. Lutte contre le travail dissimulé**

La CCI de Maine et Loire est tenue de respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure telles que spécifiées par le décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, le titulaire du marché, dénommé « Entreprise Extérieure (1) » au sens du Code du travail établira préalablement au commencement des prestations un « plan de prévention (1) » avec la CCI de Maine et Loire dénommée « Entreprise utilisatrice (1) » au sens du Code du Travail et représentée par son « référent d'entreprise extérieure (1) ». Le titulaire « entreprise extérieure » devra se conformer aux exigences de sécurité de la CCI de Maine et Loire « entreprise utilisatrice » bénéficiaire des prestations.

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant de la CCI de Maine et Loire en charge du suivi du marché. Cette remise devra s'opérer au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché ou 4 jours ouvrés avant le début d'une intervention prévoyant un plan de prévention spécifique.

### 3.6 Contenu et caractère des prix

#### 3.6.1 Nature des prix

■ Mois d'établissement du prix du marché

Le mois de référence est le mois m0, mois de la date limite de remise des offres de la consultation pour laquelle le titulaire a remis son offre.

■ Forme des prix

En application de l'article R2112-6 du code de la commande publique, ce marché est à prix unitaires et à prix forfaitaires sur les prestations de maintenance.

#### 3.6.2 Contenu des prix

■ Unité de compte

Les prix du marché sont établis en euros, hors taxes (€ HT).

■ Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres. Ils couvrent l'ensemble des prestations à exécuter conformément aux stipulations du marché et aux prescriptions des lois et règlements en vigueur au mois M0 tel que défini ci-avant.

Les prix du marché sont établis en tenant compte notamment de toutes sujétions d'étude, de traitement de données, de déplacement ou de reproduction de documents et de fichiers informatisés, inhérentes à une exécution complète et conforme en tous points aux prescriptions et dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance entière et complète de tous éléments afférents à l'exécution des prestations qui lui sont confiées, avant d'établir son acte d'engagement.

#### 3.6.3 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont des prix fermes pour la fourniture et la pose des matériels.

Les prix sont révisables à partir de la 1<sup>ère</sup> année de reconduction (à la fin de la période initiale) pour les prestations de maintenance.

La révision sera calculée par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + 0.70 \times ICHT-IME / ICHT-IME_0 + 0.15 \times FSD2 / FSD2_0]$$

Dans laquelle :

P = montant révisé du prix forfaitaire des prestations de maintenance

P<sub>0</sub> = montant initial du prix forfaitaire des prestations de maintenance

ICHT-IME = indice horaire du coût du travail – Industries Mécaniques et Electriques

ICHT-IME<sub>0</sub> = dernier indice connu au mois M0 / indice horaire du coût du travail – Industries Mécaniques et Electriques

FSD2 = indice des frais et services divers, le dernier connu lors de la révision

FSD2<sub>0</sub> = dernier indice connu au mois M0 / indice des frais et services divers, le dernier connu lors de la révision

ICHT-IME, FSD2 Correspondent aux dernières valeurs publiées par l'insee » à la date de révision du prix

La CCI de Maine et Loire notifiera au titulaire prix forfaitaire actualisé ainsi calculé par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard 3 mois avant l'échéance annuelle du marché.

Le prix forfaitaire révisé s'appliquera pour la période suivante d'exécution, jusqu'à l'échéance annuelle du marché, qui donnera lieu à nouvelle révision des prix.

Les fournitures s'entendent livrées franco de port, de conditionnement, d'emballage ainsi que tous les frais afférents au transport, à la manutention, dans les locaux de la CCI de Maine et Loire.

La main d'œuvre concernant les opérations de maintenance corrective (défaillances, pannes) est rémunérée en fonction :

- du temps d'intervention exprimé en heures,
- des taux horaires nets de référence, intégrant les frais de déplacement, d'hébergement éventuels, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au transport, à la manutention, mentionnés sur l'annexe financière à l'acte d'engagement « Décomposition du prix global et forfaitaire »

### Pièces détachées

Les pièces détachées ou sous-ensembles fournis en dehors de ceux inclus dans les forfaits de maintenance préventive systématique par équipement sont facturés aux prix unitaires du tarif du titulaire, minorés de la remise consentie par le titulaire lors de son offre, dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau de réponse et de prix ».

**Les taux de remise appliqués sur le tarif public sont fermes pour la durée du marché.**

Tout changement de pièce détachée donnera lieu au préalable à la production d'un devis détaillé par le titulaire à la CCI de Maine et Loire, et ne pourra être exécuté qu'après réception de l'accord express par la CCI de Maine et Loire.

Les prix des interventions de maintenance préventive et corrective intègrent également les frais de déplacement et d'hébergement.

Les éléments ne figurant pas dans le tarif du titulaire sont facturés :

- soit aux prix des tarifs des principaux constructeurs de matériels, minorés des remises proposées à l'annexe à l'acte d'engagement « BORDEREAUX DE REPONSE ET DE PRIX »
- soit aux prix d'approvisionnement du titulaire majorés du coefficient d'approvisionnement proposé à l'annexe à l'acte d'engagement « BORDEREAUX DE REPONSE ET DE PRIX ».

Les taux de remise et le coefficient d'approvisionnement sont garantis pour toute la durée du marché, périodes de reconduction éventuelle comprises.

## **3.7 Facturation**

### **3.7.1 Contenu des factures**

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées



Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro et la date du bon de commande
- La référence au marché et au numéro de lot concerné (même dénomination)
- La période faisant l'objet de la facturation (pour la maintenance)
- La désignation des fournitures livrées ou prestations exécutées exactement définies.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- Le numéro de commande le cas échéant
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes des prestations
- Les quantités
- Le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- Le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- La date de facturation
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

### 3.7.2 Transmission des factures au format électronique

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les indications spécifiques à indiquer lors de la transmission figureront sur le bon de commande qui sera transmis par la CCI de Maine et Loire au titulaire pour déclencher la prestation (codes Chorus, numéros d'engagement, etc).

Les conséquences d'une orientation erronée des factures sont imputables au seul cocontractant.

### 3.7.3 Avances

Ce marché ne peut donner à versement de l'avance.

### 3.7.4 Cautionnement

Le titulaire est dispensé de cautionnement.

### 3.7.5 Délais de paiement- Intérêts moratoires

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement sur Chorus Pro.

### 3.7.7 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la CCI de Maine et Loire au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée par le titulaire au sous-traitant et à la CCI de Maine et Loire. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la CCI de Maine et Loire accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La CCI de Maine et Loire adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par la CCI de Maine et Loire de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la CCI de Maine et Loire de l'avis postal mentionné ci-dessus.

La CCI de Maine et Loire informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **4. GARANTIE**

Les éléments, sous-ensembles ou composants remplacés au titre du présent marché seront garantis contre tout vice de fabrication, d'adaptation ou de montage pendant une durée minimale d'un an à dater de leur montage.

Cette garantie se cumule avec la garantie contractuelle issue du CCAG FCS, telle que précisée à l'article 5.2.2 du CCTP du présent marché.

## **5. SUSPENSION**

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation, de remplacement, de cession de la gestion de leur exploitation pendant la durée du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra demander au titulaire de suspendre l'exécution

des prestations de maintenance devenues alors sans objet ou redondantes pendant la période de garantie des nouvelles acquisitions.

Les opérations de maintenance préventive non exécutées ou annulées par la CCI de Maine et Loire avant leur exécution, ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours calendaires quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance préventive et de garantie d'intervention non exécutée sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt.

## **6. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché peut dans les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-9 du code de la commande publique sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance peut être déclarée pour les prestations de service et les travaux d'installation prévus dans le présent marché. Aucune sous-traitance ne peut être déclarée sur la fourniture des matériels.

Dans ce cas, le titulaire devra préalablement remplir une DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE, formulaire DC4 de la Direction des Affaires Juridique du Ministère de l'Economie et des Finances.

Cette déclaration complétée dans toutes ses rubriques applicables et signée par le titulaire et son sous-traitant sera soumise à l'acheteur pour approbation.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Tout sous-traitant éventuel devra disposer des mêmes agréments et accréditations que ceux demandés au titulaire pour réaliser ses prestations.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute avec exécution aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (articles 32 et 36 du C.C.A.G.-FCS).

## **7. PHASE DE TRANSITION DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE**

Au terme du marché, à la suite de la non-reconduction annuelle ou en cas de résiliation du marché et en cas de changement de prestataire, la CCI de Maine et Loire, en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase

transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder, à compter du terme du marché initial, la durée de trois mois.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou la prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Les pénalités à l'article X pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

## **8. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par la CCI de Maine et Loire conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

Si les fournitures ou les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra les refuser et mettre le titulaire en demeure de les remplacer dans le délai imparti.

Dans le cas où la quantité ou la qualité ne serait pas conforme à la commande, la CCI de Maine et Loire pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre les excédents ou de compléter la livraison dans les délais impartis.

A compter de la date de livraison des fournitures, le responsable technique de la CCI de Maine et Loire disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour procéder à l'admission des fournitures, conformément aux clauses du CCAG-FCS.

Les vérifications des prestations sont faites sur la base des constatations de service faites in situ et du compte rendu d'intervention remis par le titulaire en main propre pour la maintenance préventive et corrective. La CCI de Maine et Loire dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de réception du compte-rendu pour prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

## **9. ASSURANCE**

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI de Maine et Loire et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **10. PENALITES**

### **10.1. Délai de livraison du matériel**

Lorsque le délai de livraison des matériels dépassera les 15 jours ouvrés, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ HT.

### **10.2 Délai d'installation du matériel**

Lorsque le délai d'installation des matériels dépassera les 5 jours ouvrés, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ HT.

### **10.3 Indisponibilité du stock**

Lorsque le délai de livraison des matériels dépassera les 5 jours ouvrés, en raison de l'indisponibilité du stock sur lequel le titulaire s'était engagé, celui-ci encourra, par constatation, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150€ HT.

### **10.4 Maintenance préventive**

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive d'une installation, sera dépassée de plus de 15 jours ouvrés, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 60€ HT.

### **10.5 Maintenance corrective**

Lorsque le délai contractuel d'intervention établi contractuellement entre les parties sera dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ HT

### **10.6 Rapports électroniques, comptes rendus et cahier d'entretien**

Lorsque le délai contractuel d'envoi des rapports électroniques fixé au paragraphe « XXXXX » du CCTP sera dépassé ou lorsqu'un compte rendu (à fournir après chaque intervention) et/ou le cahier d'entretien n'a pas été transmis ou renseigné le jour même, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ HT.

### **10.7. Devis**

Lorsque le délai d'envoi des devis à la suite d'une maintenance corrective nécessitant le changement de pièce(s) détachée(s), fixé à l'article 3.5.3 du présent CCAP, dépassera les 15 jours ouvrés, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 30€ HT.

## **10.8 Considération environnementale**

Lorsque, lors des opérations de contrôle de la bonne exécution de la clause environnementale, fixée à l'article 3.3 du CCTP du présent marché, la CCI de Maine et Loire constatera son inexécution ou son exécution partielle, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par constatation, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 60€ HT.

**Les pénalités sont cumulatives. Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées et le titulaire ne pourra pas bénéficier de leur exonération.**

## **11. RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

### **11.1 Résiliation**

En cas de non-respect des clauses contractuelles, la CCI de Maine et Loire pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 CCAG-FCS.

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

La CCI de Maine et Loire peut également prononcer la résiliation du marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

### **11.2 Exécution aux frais et risques sans résiliation**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la CCI de Maine et Loire peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, lorsque celui-ci n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 11.1 du présent CCAP.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

## **12. CLAUSE DE REEXAMEN – FORCE MAJEURE**

### **12.1 Clause de réexamen**

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché pourra être modifié, après accord de la CCI de Maine et Loire, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et la CCI de Maine et Loire. En cas de désaccord de la CCI de Maine et Loire, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié, à la demande de la CCI de Maine et Loire, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et la CCI de Maine et Loire.

### **12.2 Force majeure**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base des justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la CCI de Maine et Loire d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par la CCI de Maine et Loire peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

### **Exécution complémentaire**

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, si le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations peut être subordonnée à une modification du marché prise par la CCI de Maine et Loire, dans le respect des conditions prévues à l'article R2194-3 du code de la commande publique.

### **13. REGLEMENT DES DIFFERENDS -LANGUES**

Il sera fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera le Tribunal Administratif de Nantes.

Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île-Gloriette BP 24111  
44041 Nantes Cedex 1

**Téléphone**

02 40 99 46 00

**Fax**

+33 2 40 99 46 58

**Email**

[greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **14. DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE**

Les dérogations au CCAG FCS sont les suivantes :

Articles du CCAG FCS	Articles du CCAP portant dérogation
4.1	2.1
10.1.3	3.5.2
30.1	8
14	10